

CHAPITRE III. — *Demande d'enregistrement d'attestations de spécificité de produits agricoles et de denrées alimentaires*

**Art. 3. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'enregistrement d'attestations de spécificité ne peut être introduite que pour les produits agricoles et denrées alimentaires visés à l'article 1<sup>er</sup> du Règlement (CE) n° 2082/92.

§ 2. La demande d'enregistrement d'attestations de spécificité est introduite par un groupement tel que visé à l'article 2, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 2082/92.

Un groupement tel que visé à l'article 2, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 2082/92 ne peut introduire une demande d'enregistrement d'attestations de spécificité que dans la mesure où le nom, visé à l'article 5 du Règlement (CE) n° 2082/92 comprend un terme géographique portant sur l'ensemble ou une partie du territoire de la Région flamande ou sur un endroit déterminé dans ce territoire ou si ce nom réfère d'une autre manière à un rapport avec le territoire cité ou une partie de celui-ci.

§ 3. La demande d'enregistrement est introduite, par lettre recommandée, auprès de l'entité compétente et comprend un cahier des charges tel que visé à l'article 6, deuxième alinéa, du Règlement (CE) n° 2082/92.

CHAPITRE IV. — *Procédure d'enregistrement d'une appellation d'origine, d'une indication géographique et d'une attestation de spécificité*

**Art. 4. § 1<sup>er</sup>.** La demande d'enregistrement d'une appellation d'origine, d'une indication géographique et d'une attestation de spécificité est repris dans un avis publié au *Moniteur belge*. L'avis contient l'appellation d'origine projetée, l'indication géographique ou la reconnaissance de la spécificité d'un produit et un résumé du cahier des charges, il invite des tiers à prendre connaissance du cahier des charges et à faire part de leurs objections dans un délai de 30 jours calendaires à compter du lendemain de la publication de l'avis au *Moniteur belge*.

Le demandeur est informé des objections éventuelles de la part de tiers et est prié d'y répondre dans un délai de 45 jours calendaires.

Faute de réponse dans le délai fixé, la demande est censée être retirée.

Les objections et les réponses aux objections sont introduites, par lettre recommandée, auprès de l'entité compétente.

§ 2. A l'expiration du délai visé au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, ou si aucune observation n'a été faite, à l'expiration du délai visé au § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, le dossier de demande est soumis à l'avis de la commission consultative.

Celle-ci dispose d'un délai de 45 jours calendaires à compter de la réception du dossier de demande pour rendre un avis motivé. L'avis de la commission n'est pas contraignant.

§ 3. L'avis, assorti du dossier de demande et des objections et réponses éventuelles, est remis sans délai au Ministre. Le Ministre décide, dans un délai d'un mois de la réception de cet avis, si la demande est justifiée ou non, conformément aux Règlements (CE) n°s 2081/92 et 2082/92.

La décision motivée est adressée sans délai, par lettre recommandée, au demandeur et aux tiers ayant fait usage de la possibilité de faire part de leurs objections.

En cas d'une décision favorable pour le demandeur, la demande d'enregistrement communautaire est introduite auprès de la Commission européenne par l'entité compétente.

§ 4. Le présent chapitre s'applique également à toute demande de modification du cahier des charges.

CHAPITRE V. — *La commission consultative*

**Art. 5.** Le Ministre détermine la composition de la commission consultative

CHAPITRE VI. — *Contrôle*

**Art. 6. § 1<sup>er</sup>.** Le respect du cahier des charges est contrôlé par les établissements de contrôle désignés par le Ministre. Le contrôle se fait conformément aux dispositions fixées par le Ministre.

§ 2. S'il est constaté qu'un produit n'est pas conforme aux données du cahier des charges, le Ministre peut ordonner que le producteur intéressé ne peut utiliser l'appellation d'origine, l'indication géographique ou l'attestation de spécificité, aussi longtemps qu'il n'est pas satisfait aux conditions fixées par le Ministre.

Le refus d'un contrôle ou l'obstruction de son exécution est assimilé à la constatation que le produit n'est pas conforme aux données du cahier des charges.

CHAPITRE VII. — *Dispositions générales*

**Art. 7.** Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont recherchées, constatées et sanctionnées conformément aux dispositions de la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche.

**Art. 8.** Le présent arrêté entre en vigueur, pour ce qui est des produits agricoles, le jour de sa publication au *Moniteur belge*. Pour ce qui est des denrées alimentaires, le Gouvernement flamand fixe la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

**Art. 9.** Le Ministre flamand qui a la politique agricole et la pêche en mer dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 mai 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand, Ministre flamand des Réformes institutionnelles,  
de l'Agriculture, de la Pêche en mer et de la Ruralité,

Y. LETERME

## MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1580

[C - 2005/35742]

**27 MEI 2005. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 23 februari 2001 houdende de voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen**

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 29 mei 1984 houdende de oprichting van de instelling Kind en Gezin, gewijzigd bij de decreten van 3 mei 1989, 23 februari 1994, 24 juni 1997, 15 juli 1997, 7 juli 1998 en 9 maart 2001;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 23 februari 2001 houdende de voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen, gewijzigd bij de besluiten van 10 juli 2001, 14 december 2001, 1 februari 2002, 13 december 2002, 28 maart 2003, 21 november 2003 en 12 december 2003;

Gelet op het advies van de raad van bestuur van Kind en Gezin, gegeven op 9 maart 2005;

Gelet op het akkoord van de Vlaamse minister, bevoegd voor de begroting, gegeven op 19 mei 2005;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat een besluitwijziging dringend noodzakelijk is om de administratieve werkdruk van de diensten voor opvanggezinnen, die zeer groot is onder meer door de verplichting om in hun vormingsaanbod open te staan voor particuliere opvanggezinnen die actief zijn in het werkingsgebied van de dienst, te verminderen;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** In artikel 18 van het besluit van de Vlaamse Regering van 23 februari 2001 houdende de voorwaarden inzake erkenning en subsidiëring van kinderdagverblijven en diensten voor opvanggezinnen, gewijzigd bij het besluit van de Vlaamse Regering van 28 maart 2003, wordt 3° vervangen door wat volgt :

« 3° een begeleidings- en ondersteuningsstructuur voor de opvanggezinnen uitwerken;».

**Art. 2.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2005.

**Art. 3.** De Vlaamse minister, bevoegd voor de bijstand aan personen, is belast met de uitvoering van dit besluit. Brussel, 27 mei 2005.

De minister-president van de Vlaamse Regering,

Y. LETERME

De Vlaamse minister van Welzijn, Volksgezondheid en Gezin,

Mevr. I. VERVOTTE

#### TRADUCTION

#### MINISTERE DE LA COMMUNAUTE FLAMANDE

F. 2005 — 1580

[C — 2005/35742]

**27 MAI 2005. — Arrêté du Gouvernement flamand modifiant l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 février 2001 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des garderies et des services pour familles d'accueil**

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 29 mai 1984 portant création de l'organisme 'Kind en Gezin' (Enfance et Famille), modifié par les décrets des 3 mai 1989, 23 février 1994, 24 juin 1997, 15 juillet 1997, 7 juillet 1998 et 9 mars 2001;

Vu l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 février 2001 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des garderies et des services pour familles d'accueil, modifié par les arrêtés du Gouvernement flamand des 10 juillet 2001, 14 décembre 2001, 1<sup>er</sup> février 2002, 13 décembre 2002, 28 mars 2003, 21 novembre 2003 et 12 décembre 2003;

Vu l'avis du Conseil d'Administration de 'Kind en Gezin', donné le 9 mars 2005;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 19 mai 2005;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'une modification de l'arrêté s'impose d'urgence pour diminuer la pression du travail administratif des services pour familles d'accueil, laquelle s'avère être grande, entre autres en raison de l'obligation de se montrer ouverts, dans leur offre de formations, aux familles d'accueil particulières actives dans la zone d'action du service;

Sur la proposition de la Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille;

Après délibération,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** A l'article 18 de l'arrêté du Gouvernement flamand du 23 février 2001 fixant les conditions d'agrément et de subventionnement des garderies et des services pour familles d'accueil, inséré par l'arrêté du Gouvernement flamand du 28 mars 2003, le point 3° est remplacé par ce qui suit :

"3° mettre en place une structure d'encadrement et de soutien pour les familles d'accueil;".

**Art. 2.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a l'assistance aux personnes dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 27 mai 2005.

Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,  
Y. LETERME

La Ministre flamande du Bien-être, de la Santé publique et de la Famille,  
Mme I. VERVOTTE

---

## MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 2005 — 1581

[C — 2005/35726]

### 27 MEI 2005. — Besluit van de Vlaamse Regering tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Regering van 31 juli 1990 houdende inrichting van het deeltijds beroepssecundair onderwijs

De Vlaamse Regering,

Gelet op het decreet van 31 juli 1990 betreffende het onderwijs-II, inzonderheid op artikel 69, § 3;

Gelet op het decreet van 20 oktober 2000 betreffende het onderwijs XII-Ensor, inzonderheid op artikel 79;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Regering van 31 juli 1990 houdende inrichting van het deeltijds beroepssecundair onderwijs, gewijzigd bij de besluiten van de Vlaamse Regering van 7 januari 1992, 9 juni 1993, 16 mei 1995, 27 mei 1997, 9 maart 2001, 21 maart 2003 en 5 maart 2004;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 28 april 2004;

Gelet op het protocol nr. 539 van 4 maart 2005 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X en van onderafdeling "Vlaamse Gemeenschap" van afdeling 2 van het comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het protocol nr. 305 van 4 maart 2005 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in het overkoepelend onderhandelingscomité bedoeld in het decreet van 5 april 1995 tot oprichting van onderhandelingscomités in het vrij gesubsidieerd onderwijs;

Gelet op het advies 38.267/1 van de Raad van State, gegeven op 14 april 2005, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 1<sup>o</sup>, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op voorstel van de Vlaamse minister van Werk, Onderwijs en Vorming;

Na beraadslaging,

Besluit :

**Artikel 1.** Aan artikel 14 van het besluit van de Vlaamse Regering van 31 juli 1990 houdende inrichting van het deeltijds beroepssecundair onderwijs, waarvan de huidige tekst in een § 1 wordt ondergebracht, wordt een § 2 toegevoegd, die luidt als volgt :

« § 2. Tijdens de schooljaren 2005-2006 tot en met 2007-2008 kan de Vlaamse minister, bevoegd voor het onderwijs, op experimentele basis aan een centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs per afzonderlijk schooljaar toelating verlenen om de gebruikelijke lesspreiding te differentiëren naar periode, klasgroep of zelfs leerlingenprofiel, mits aan volgende voorwaarden gezamenlijk wordt voldaan :

1<sup>o</sup> binnen de duur van het schooljaar worden de lessen naar rata van 600 uren van 50 minuten ingericht;

2<sup>o</sup> onverminderd het in 1<sup>o</sup> gestelde blijft de vigerende regelgeving op de organisatie van het schooljaar voor wat betreft het deeltijds beroepssecundair onderwijs van toepassing;

3<sup>o</sup> er is een akkoord van het inzake arbeidsvoorwaarden en personeelsaangelegenheden bevoegd lokaal overleg- of onderhandelingsorgaan over het jaarplan bedoeld in 4<sup>o</sup>;

4<sup>o</sup> uiterlijk 15 juni van het voorafgaand schooljaar richt de betrokken inrichtende macht een gemotiveerde aanvraag tot de bevoegde administratie van het departement onderwijs van de Vlaamse Gemeenschap. Bij deze aanvraag gaat een jaarplan houdende :

a) de voorgestelde gedifferentieerde lesspreiding en de gevolgen ervan voor de personeelsleden, met dien verstande dat deze gevolgen in geen geval wijzigingen kunnen inhouden op het vlak van rechtspositie;

b) in die gevallen dat de gedifferentieerde lesspreiding het schorsen van de lessen gedurende meerdere weken impliceert : de geplande initiatieven om voor de betrokken leerlingen een werkplekervaring die aanleunt bij de opleiding of, indien niet haalbaar, alleszins een passend voortraject te garanderen;

5<sup>o</sup> in de onder 4<sup>o</sup> voormelde aanvraag engageert de inrichtende macht zich om, samen met het centrum voor deeltijds beroepssecundair onderwijs, volledige medewerking te verlenen aan de evaluatie bedoeld in artikel 81 van het decreet van 20 oktober 2000 betreffende het onderwijs XII-Ensor.